

EXTRAORDINAIRES.

Bureau du Journal de Quebec, 20 mars, 1848.

Nous nous hâtons de donner à nos lecteurs quelques détails des nouvelles extraordinaires dont nous donnions un faible précis dans notre feuille de samedi : La nécessité où nous avons été de traduire, (n'ayant reçu ni lettre de notre correspondant, ni journaux français,) fait que nous ne sommes pas aussi à bonne heure que nous l'aurions désiré.

Les affaires en France, comme on le verra par les détails que nous donnons, sont dans un état des plus critique. Rien d'aussi grave n'était survenu depuis le renversement de Charles X. Toute confiance dans le rétablissement du roi Louis-Philippe sur le trône, semble perdue, et la populace criait à tue tête pour celle de son premier ministre.

On ne pouvait croire que le gouvernement interdirait réellement dans le banquet du 12^e arrondissement, mais aussitôt qu'il fut connu que Paris serait occupé par une grande force militaire sous le maréchal Bugeaud, que tout rassemblement serait dispersé par la force, les chambres se remplirent des députés excités et indignés qui furent informés par M. Duchatel, ministre de l'intérieur, que telle était l'intention du gouvernement. Au milieu de cette disposition des esprits, les membres de l'opposition ajournèrent à la demeure de M. Barrot, où il fut résolu qu'ils n'assisteraient pas au banquet du jour suivant en conséquence de l'excitation croissante. Pendant la nuit même la cité fut placardée de proclamations du Préfet de Police défendant les assemblées et imposant aux citoyens la nécessité de s'abstenir de tout tumulte. On détermina aussi dans la même nuit qu'on batterait le lendemain matin le rappel de la garde nationale.

Le mardi matin parut un manifeste de l'opposition dans lequel la conduite des autorités était dénoncée comme injuste et arbitraire. Vers midi, environ 30,000 hommes entouraient la chambre des députés. Plusieurs actes tumultueux eurent lieu entre le peuple et les troupes. Une foule de citoyens pénétrèrent dans la chambre des députés, d'où ils furent repoussés avec difficulté. Dans l'après-midi, M. Odillon Barrot déposa sur la table des chambres, un acte formel d'accusation contre les ministres, signé par 17 députés.

La populace furieuse chantait en plusieurs endroits la *Marseillaise*, et criait : " Mourir pour la patrie ; vive la réforme ; à 25 francs la tête de M. Guizot ; " d'autres dénonciations terribles furent entendues de différents côtés. Il y a quelques morts, et la populace, en une ou deux instances, a essayé de renverser des omnibus et d'ériger des barricades, mais sans succès.

[Correspondance adressée au London Times.]

PARIS, 24 février, 1 heure après-midi.

Il m'a été impossible d'expédier ma dépêche ce matin, malgré que le courrier fût à la station avant-midi, les rails ayant été enlevés en plusieurs endroits. Les communications par cette voie sont désormais impossibles. Le bureau de poste est clos.

1 heure et demie.

Je suis informé que le Palais des Tuileries, qui a

ve la capitale, il était urgent d'adopter des mesures propres à calmer la population. Depuis ce matin le mal a fait des progrès immenses. Proclamerons-nous régent le duc de Nemours ou la duchesse d'Orléans ? M. Cremieux, qui suivit, était d'opinion de maintenir le nouveau gouvernement ; M. Genoude, qu'un appel dût être fait au peuple.

M. Odillon Barrot monta ensuite et défendit les droits de la duchesse d'Orléans. M. Larochejaquelein veut un appel au peuple. M. de Lamartine et M. Ledru-Rollin insistent sur la nécessité de nommer un gouvernement provisoire. M. Sauzet met son chapeau et lève la séance. Les princes se retirèrent suivis par les membres du centre, ceux de la gauche seuls restèrent dans la salle. Les insurgés appelèrent alors, ou plutôt portèrent M. Dupont de l'Eure à la présidence. La tribune et tous les sièges étaient occupés par le peuple et les gardes nationaux, et les noms des membres suivants du gouvernement provisoire furent proclamés au milieu de scènes qui n'avaient pas été vues depuis la Convention.

GARNIER PAGÉS,
ARAGO,
MARIE,
LEDRU-ROLLIN,
LAMARTINE,
CREMIEUX.

Ces noms furent reçus aux cris de : *Vive la République*, et l'assemblée s'ajourna alors à l'hôtel de ville pour installer le gouvernement provisoire.

DÉTAILS PLUS RÉCENTS :

Le comte Molé refuse de former un nouveau ministère. Le roi envoya tard la nuit dernière pour M. Thiers, qui entrepris de suite de soumettre à Sa Majesté une liste du nouveau cabinet, moyennant, cependant, qu'il lui serait loisible de s'adjoindre comme collègue, M. Odillon Barrot. A quoi il plut à Sa Majesté d'accéder gracieusement. Ce matin, un peu avant 8 heures, pendant qu'une foule de peuple était employée activement à élever des barricades à l'extrémité de la rue Taitbout, près le Boulevard, elle vit un groupe d'hommes les approcher du côté de la rue des Trois-Frères. Plusieurs du peuple les reconnurent, et les cris de " Vive M. Thiers, " " Vive M. O. Barrot, " débordèrent avec éclat.

Avec ces messieurs se trouvaient M. G. Duvergier de Hauranne, M. de Rémusat, le prince de la Moscowa et autres membres de l'opposition. Ils se dirigèrent tous du côté du château, suivis des cris de : " Vive la réforme ! " — " Oui, oui, " dit M. Thiers, " vous l'aurez. " Sur un autre point de la rue Grammont, on entendit : " Empêchez au moins les coups de fusil ! " à quoi répondit affirmativement le groupe de députés. Tout le trajet du Boulevard à la rue St. Honoré, était intercepté par d'immenses barricades, dont plusieurs dépassaient la hauteur d'un homme. A chacun de ces empêchements, M. Thiers et les autres messieurs furent obligés de passer seul à seul, et comme la rumeur circulait que les honorables messieurs se rendaient chez le roi, les applaudissements ne cessèrent d'accompagner leur marche.

Il m'a été impossible d'expédier ma dépêche ce
du Boulevard à la rue St. Honoré, était intercepté
par d'immenses barricades, dont plusieurs dé-